

Les transferts des MRE résistent à la crise

• Après une hausse de 8% à 54,7 milliards de DH en 2010

• La reprise de croissance s'est confirmée à fin avril dernier

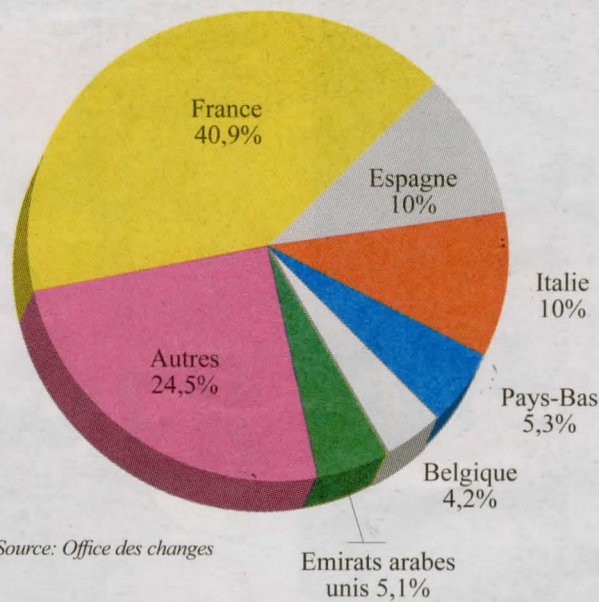
• 307 milliards de DH transférés depuis 2003

LANCÉE le 5 juin, «l'opération Marhaba» devrait se solder cette année par l'accueil de 2 millions de MRE. Cette année, le port de TangerMed sera ouvert à toutes les navettes en provenance d'Algésiras, Tarifa, Barcelone, Sète et Genova. Il est prévu d'accueillir 38 navires par jour transportant près de 75.000 personnes et 500 voitures. Cette opération marketing installée depuis plusieurs années, est aussi une façon de remercier cette population

dont les envois de fonds- 54,7 milliards de dirhams l'an dernier- alimentent les réserves de change du pays et sans lesquels les comptes extérieurs seraient totalement déséquilibrés. Le rôle des transferts de la diaspora marocaine est aussi crucial dans l'équilibre social car 75% sont essentiellement des aides familiales. Tout comme ils le sont dans le financement de l'économie. Ils représentent entre 25 et 45% des dépôts des grands groupes bancaires.

A en juger par l'évolution, les transferts d'argent des MRE n'ont pas été affectés par le ralentissement économique en Europe, dans les bassins traditionnels, France, Espagne, Pays-Bas, etc. D'autant plus que des incertitudes pèsent encore sur la reprise de

Six origines assurent 75% des recettes MRE



84% des recettes des MRE proviennent de 8 pays. A elles seules, la France, l'Italie et l'Espagne drainent plus de 60% des transferts

Selon le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), l'encours des dépôts bancaires des MRE a atteint 127 milliards de DH en 2010. Ce qui représente l'équivalent de 90% des crédits destinés à l'équipement des entreprises au Maroc, et la totalité des crédits accordés à l'habitat. C'est dire l'importance du poids financier.

Par pays d'origine, la France occupe le premier rang en termes des transferts de fonds avec 40,9% en 2010. Cette part représente l'équivalent de 22,1 milliards de DH. Il faut dire que c'est dans ce pays où réside le plus grand nombre de Marocains. Elle est suivie par l'Espagne (10%), l'Italie (10%), les Etats-Unis et les

la croissance économique dans les pays d'accueil, en particulier ceux qui concentrent la forte présence de la communauté marocaine. Les chiffres de l'Office des changes font état d'une reprise en 2010 après deux années successives de régression. Reprise, qui s'est confirmée au

Pays-Bas, respectivement, 5,5 et 4,2%. En somme 8 pays sur 30 assurent environ 84% des recettes des MRE. Certains d'entre eux, comme les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite, bien qu'ils ac-

Des pistes à l'étude

UNE étude, présentée au mois de janvier dernier par la tutelle, avait d'ailleurs dévoilé les difficultés qui entravent l'acte d'investir, voire la réticence des MRE à transférer leur argent. Il en ressort que la solution au problème du coût des transferts nécessite la mise en place d'une stratégie qui impliquerait les opérateurs, les pouvoirs publics et la communauté des MRE. La possibilité de pérenniser la gratuité des transferts - instaurée provisoirement comme réponse partielle aux effets de la crise- est envisagée. Quant à la faiblesse de l'investissement productif, la problématique nécessite l'élaboration d'une stratégie dédiée. Elle doit impliquer tous les acteurs concernés pour faire des MRE de vrais vecteurs de développement économique du Maroc. A commencer par les partenariats entre les bancaires marocaines et étrangères. □

terme des 4 premiers mois de l'année. A fin avril dernier, les transferts des MRE ont en effet, progressé de 3,8% à 16,9 milliards de DH par rapport à la même période de 2010.

L'année écoulée, ce sont 54 milliards de DH qui ont été drainés par les MRE, soit un accroissement de 8% par rapport à 2009. Mais la hausse est intervenue après un recul de 5,2% en 2009 par rapport à l'année précédente. Laquelle a aussi accusé une baisse de 3,5% en comparaison avec l'année d'avant. Mais analysées sur une longue période, les recettes des MRE ont progressé de 8% en moyenne entre 2003 et 2010. Au total, pas moins de 307,1 milliards de DH ont été rapatriés au cours de cette période.

cueillent une population moindre, participent par des montants variant entre 1,7 et 2,8 milliards de DH.

Quid alors des placements? Selon, les actes d'un atelier tenu récemment à Rabat, environ 70% des transferts sont destinés aux proches restés au Maroc. Ce qui laisse entrevoir que la part de l'investissement productif serait dérisoire. Solidarité oblige, la préférence va en priorité au soutien familial. Mais cela ne veut pas dire que les fonds reçus sont totalement dépensés pour l'acquisition des biens de consommation. Souvent, la grande part est recyclée dans des petits projets de commerce, dans la construction de logements ou encore dans un équipement

FOCUS

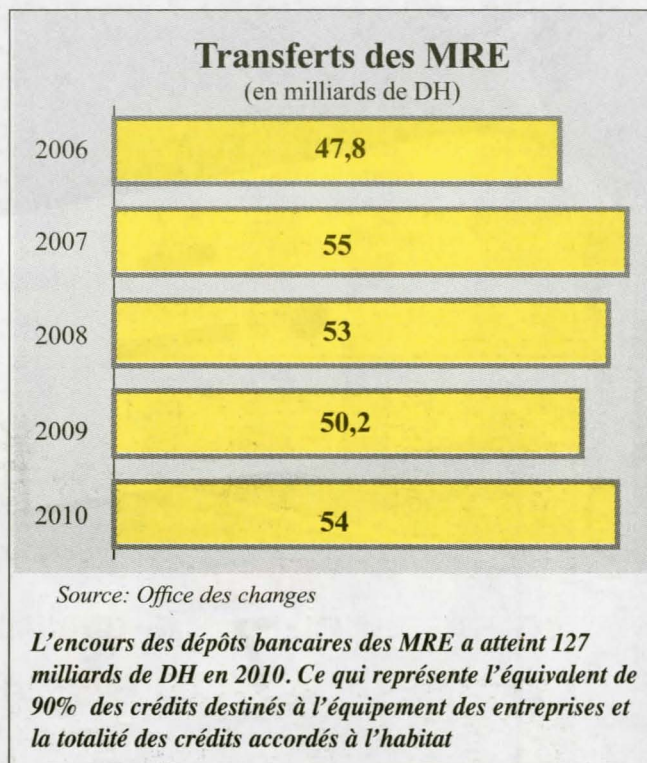
Les transferts des MRE résistent à la crise



agricole. L'exemple de la prolifération de motopompe pour l'irrigation des oasis est édifiant à cet égard.

Mieux encore, des investissements dans l'éco-tourisme, l'artisanat, et l'élevage prospèrent grâce aux fonds envoyés par les MRE. Faute de données officielles précises, on ne peut préjuger de l'ampleur des investissements réalisés par les ressortissants marocains à l'étranger, mais selon des échos glanés ici et là, de gros projets ont vu le jour dans de nombreuses régions. C'est essentiellement le fait des MRE de retour définitif au pays. Car, autres temps, autres mœurs, «l'écrasante majorité des MRE préfère investir dorénavant dans le pays d'accueil plutôt que dans le Royaume», peut-on relever dans les actes du dernier colloque tenu par le CCME. C'est que la population marocaine établie à l'étranger a connu une grande mutation dans son profil.

Au total, les Marocains résidents à l'étranger sont estimés à près de 3 mil-



lions, soit plus de 10% de la population marocaine. Environ, 42% d'entre eux ont

la double nationalité et 29% ont moins de 15 ans et le reste est en âge d'activité. Par ailleurs, 12% d'entre eux ont un niveau universitaire. Or, selon diverses sources, le défaut de communication sur les opportunités offertes n'encourage pas une bonne frange parmi nos MRE à faire le déplacement au Maroc pour procéder aux prospections nécessaires. Ceux qui se décident se disent handicapés par le manque d'assistance et de coûts de crédits jugés élevés. Surtout, qu'ils ont présent à l'esprit les efforts déployés de manière

spécifique par d'autres pays à l'égard de leurs ressortissants à l'étranger. On

avance à titre d'exemple, l'existence sous d'autres cieux de fonds d'investissements dédiés.

De plus, ils subissent de plein fouet, les dispositions restrictives imposées dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent. Mais ce qui entrave le plus l'investissement, demeure l'absence d'un plan clair de communication autour des projets initiés dans le cadre des programmes sectoriels. D'où la ruée vers l'immobilier qui a l'avantage à la fois de minimiser le risque et d'assurer une marge confortable. Car, les MRE se sentent par ailleurs désarmés devant la lenteur bureaucratique et la complexité des rouages de la justice.

N'empêche que des propositions visant la réalisation de projets collectifs financés par la diaspora d'une même région ont été mises sur la table. A la seule condition de favoriser la conclusion de conventions entre les banques marocaines et celles des pays d'accueil. □